

PARTI PRIS 2

Changer d'économie

Rajaa MEJJATI ALAMI

Le collectif français des « Economistes atterrés » vient de publier son troisième ouvrage, *Changer d'économie*, faisant suite au *Manifeste d'économistes atterrés* et à *20 ans d'aveuglement* (Les Liens qui libèrent, 2011).

Après *Le Manifeste des économistes atterrés*, acte fondateur du collectif qui alertait “contre ceux qui tentent de nous faire croire que la seule solution à la crise est libérale” (Benjamin Coriat), 27 experts en économie, qui contestent le néo-libéralisme dans *Changer l'économie* se proposent de relancer le débat citoyen sur les solutions à la crise et livrent des propositions pour en sortir pour 2012. Un changement est possible, s'interrogent-ils, tout en s'accordant sur l'idée que c'est affaire de choix et de volonté politiques. Pour le collectif « Ce livre n'est pas un programme cohérent mais une série de propositions - dont certaines peuvent être contradictoires - qui montrent que des politiques alternatives sont à la fois souhaitables et possibles. »

Les propositions de sortie de la crise suggérées par « les économistes atterrés » sont relatives à l'Europe, la finance, le travail ou la protection sociale.

Concernant les pays de la zone euro, ceux-ci doivent retrouver leur capacité à pratiquer des politiques budgétaires autonomes, de lutte contre l'évasion fiscale et la corruption.

Sur la fiscalité, les « Economistes atterrés » proposent une réforme qui s'appuie sur trois propositions dont la suppression des niches fiscales 2000, la création de deux nouvelles tranches d'impôt sur le revenu. « La politique économique du gouvernement est remise en question car, en diminuant l'imposition des revenus du capital, du patrimoine et des droits de transmission, elle a détruit une partie des bases fiscales traditionnelles. »

Sur la finance, on suggère de mettre fin au règne de la finance, dans la banque et dans l'entreprise, pour revenir à une économie « plus réelle. » « Il faut que les banquiers redécouvrent le cœur de leur métier, même s'il est un peu ennuyeux, et arrêtent de jouer au casino.

Sur le plan social, « contrairement à une idée reçue, la crise n'est pas liée à un excès de dépenses, mais à une diminution des recettes de l'Etat. Ils refusent à la fois l'austérité et les privatisations. « Pour sortir de la crise, il faudrait commencer par relancer une véritable politique sociale. La privatisation de la protection sociale coûte beaucoup plus cher à la collectivité que le système public des retraites, de la santé ou des allocations familiales », affirme Sabine Issehnane une des co-auteurs.

Les « Economistes atterrés » en appellent à un renouveau de la protection sociale. « Dans les médias, la protection sociale continue d'être présentée comme un puits sans fond, et la persistance des besoins de financement (les fameux déficits) comme le résultat d'une croissance sans cesse plus forte des dépenses. L'analyse des comptes sociaux dément ce discours. La part de dépenses sociales dans le PIB est à peu près stable depuis 15 ans. » Les « Economistes atterrés » dressent les indicateurs qui témoignent de la baisse de la couverture sociale dont la conséquence est la baisse de la prise en charge de la consommation de soins et de biens médicaux par la

Sécurité sociale. Elle est passée de plus de 80 % à la fin des années 1970 à 75,5 % en 2009, soit ... un bond en arrière de plus de 40 ans.

L'ouvrage clair, présente au moins un double intérêt : celui d'accepter des différences entre économistes (radicaux, réformistes) sur le rôle de la Banque centrale européenne par exemple, ou sur « les possibilités d'une croissance favorable aux équilibres écologiques.» Il permet surtout de réinterroger les fondements des politiques économiques. Un livre à lire.